



Albi, le 14 décembre 2023

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,

Depuis la rentrée 2023, nos organisations recueillent de nombreux témoignages d'AESH et d'enseignant·es (du premier et du second degré) qui nous semblent relever des mêmes difficultés rencontrées.

En effet, de nombreuses classes, avec des effectifs "ordinaires", accueillent des élèves à besoins spécifiques dans des conditions qui ne permettent à personne d'évoluer dans un cadre serein et propices aux apprentissages et à l'épanouissement des enfants.

Nous constatons :

- une mutualisation des AESH et de certains suivis qui entraîne une baisse des heures de prise en charge pour beaucoup d'élèves et répond à une logique comptable plutôt qu'aux besoins réels des enfants,
- des situations où des élèves non encore notifié·es ne peuvent être bien accueilli·es malgré la bonne volonté de tou·tes ce qui créé des situations de classe maltraitantes tant pour les élèves que pour les adultes,
- des classes où les trop grands effectifs ne permettent pas d'accueillir correctement un·e ou plusieurs élèves à besoins spécifiques,

- l'absence d'une vraie formation des AESH pour l'accompagnement des élèves notifié·es,
- qu'aucun départ en stage de formation spécialisée n'a eu lieu depuis au moins 2 ans,
- un manque de prise en compte de ces difficultés par l'institution qui renvoie la responsabilité des difficultés aux enseignant·es,
- la longueur des délais MDA et de nombreuses notifications de refus,
- la longueur des délais de prise en charge dans le médico-social par manque de place,
- des difficultés à assurer une vraie prévention faute de médecins scolaires, de psychologues scolaires, d'infirmier·ères...,
- une augmentation flagrante des RSST liées aux RPS et de nombreux·ses collègues en souffrance,

L'École n'est pas une institution qui vivrait en-dehors de la société, la précarisation d'un nombre de plus en plus important de personnes a un impact sur les élèves que nous accueillons.

L'École doit alors être en mesure d'assurer l'accueil et l'éducation de tous les élèves scolarisé·es dans les conditions adaptées à tou·te·s.

Or, force est de constater que les ambitions affichées ne peuvent être suivies d'effet sur le terrain tant que les conditions de travail des personnels ne suivent pas.

Une école réellement inclusive nécessite des moyens, la culpabilisation des personnels fragilisés par des situations intenable ne saurait être une réponse acceptable au manque de moyens financiers et humains dans les écoles.

Nous demandons :

- l'abandon de la logique de mutualisation au cœur des PIAL et du projet de PAS,

- la création de postes d'AESH,
- une véritable formation sur temps de travail pour les AESH pour accompagner les élèves notifiés,
- le départ en stage de formation spécialisée de tous les enseignant·es qui le demandent,
- l'ouverture de tous les postes spécialisés nécessaires,
- le maintien des structures spécialisées et l'ouverture des postes nécessaires pour que les notifications des élèves soient automatiquement appliquées,
- l'adaptation des bâtiments et du matériel scolaire,
- des temps institutionnalisés de travail en équipe pluridisciplinaire sur temps de service,
- une réponse rapide et adaptée de l'administration lorsque les personnels (enseignant·es, AESH) alertent sur des situations d'arrivées d'élèves, quel que soit leur âge : accompagnement, évaluation des élèves par des enseignant·es spécialisés, prise en charge immédiate dans le cadre des notifications...
- En cas de violence, une réaction rapide de tous ceux qui entourent l'enfant (parents, équipe de soins et équipe éducative),
- un véritable statut pour les AESH.

Veillez croire, Madame la Directrice, en notre attachement à un service public d'Éducation Nationale égalitaire, accessible à tou·tes et respectueux des droits de chacun·e.

Les organisations syndicales